

ANNEXE N° 15

CONTRAT DE GESTION DELEGUEE A LA COMMUNAUTE

En date du :

Entre :

La Commune rurale de :District :

Région :

Faritany :

D'une part,

La localité de :Fokontany :

Représentée par :

.....
membre du Comité de Point d'Eau désigné ci-après "Gestionnaire Délégué"

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

- 1.1. Le présent contrat fixe les conditions de la délégation de gestion des infrastructures d'adduction d'eau potable, de la Commune deRégion de : Faritany de : au profit du Comité de Point d'Eau qui représente la communauté de la localité de : Fokontany de :sise dans la commune contractante
- 1.2. La Commune accepte de déléguer la gestion des installations au Comité de Point d'Eau sous réserve du respect de ses obligations, décrites ci-dessous.
- 1.3. Ce présent contrat prend effet dès la date de sa signature pour se terminer le, à moins d'une modification par consentement mutuel.

Article 2 : Obligations du Comité du Point d'Eau :

- 2.1. Le Comité de Point d'Eau exécutera la gestion du point d'eau avec diligence et l'efficacité voulue, conformément aux normes administratives, techniques, financières et environnementales appropriées et stipulées dans le manuel de procédure.
- 2.2. Le Comité de Point d'Eau devra entre autres :
 - Mobiliser, éduquer et animer la communauté pour sa contribution effective et efficace pour la maintenance, l'entretien et l'exploitation du point d'eau en vue d'assurer une gestion durable.

- D'assurer la gestion du point d'eau par lui-même ou de charger un(e) fontainier(e) de la responsabilité de chaque point d'eau. Mais quelle que soit la forme de gestion du CPE, ce sera toujours une activité rémunératrice, le bénévolat est exclu.
 - Procéder, à ses frais, à l'analyse de l'eau sur les coliformes fécaux, le PH et la salinité une fois par an.
 - La mise en place d'un "dina" qui règlementera l'accès et les conditions d'accessibilité au point d'eau, d'en assurer l'exécution et le suivi :
 - du respect par la communauté de la propreté, l'hygiène autour du point d'eau et la préservation de l'environnement
 - du respect des aspects de recouvrement des coûts
 - de la tenue et utilisation de la caisse villageoise avec les obligations de bonne gestion et de transparence.
 - des activités et périodes d'entretien et maintenance.
- 2.3. Toutes les recettes de l'adduction d'eau ne peuvent être destinées qu'aux charges relatives à l'eau et au point d'eau, tant pour les entretiens, la maintenance, le fonctionnement, l'exploitation, l'extension et le renouvellement.
- 2.4. Toutes les recettes devront faire l'objet de ristourne (taxe et surtaxe) au profit de la Commune. Les taux sont fixés par la Commune en conseil municipal, mais le total ne peut dépasser 10% des montants effectivement recouverts. Le Gestionnaire sera informé par écrit de ces taux après délibération du conseil municipal. Le versement à la commune se fera tous les trois mois en contrepartie d'un reçu.
- 2.5. Un rapport d'activité et financier sera adressé à la Commune tous les 6 mois.

Article 3 : Obligations de la Commune :

- 3.1. La Commune a un droit de contrôle sur :
- La gestion organisationnelle du point d'eau
 - La gestion financière (le respect de la procédure de déblocage des fonds, la tenue de la comptabilité et de la caisse)
- 3.2. Le visa du Dina et la facilitation et l'appui au Comité de Point d'Eau pour son application.

Article 4 : Toute modification des termes du présent contrat doit faire l'objet d'un amendement convenu entre les 2 parties et suivant les règles régissant la délégation de gestion.

Article 5 : Résiliation du contrat :

Le contrat prend fin au terme fixé par l'alinéa 1.3, mais les clauses peuvent être aussi modifiées par consentement mutuel. Cependant, la Commune peut résilier unilatéralement le contrat en cas de manquement grave aux obligations du Comité.

Article 6 : Règlement des litiges :

Tout litige résultant ou se rapportant au présent contrat doit être réglé à l'amiable entre les parties contractantes.

A défaut d'un règlement à l'amiable, le litige sera réglé selon le règlement de conciliation et d'arbitrage des institutions compétentes de la République Malgache.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités à ce faire, ont signé le présent contrat au nom des parties contractantes au lieu et à la date indiquée ci-dessous.

Pour la Commune
Maître d'Ouvrage

Pour le Comité de Point d'Eau
Gestionnaire Délégué